

cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

Strasbourg, Paris, Montpellier, bientôt Lille viennent s'ajouter aux villes qui accordent la gratuité des transports collectifs aux mineur.e.s. La capitale de l'Hérault l'ouvre aussi aux séniors et aux résident.e.s tous les week-ends. La contraception sera gratuite aux moins de 20 ans à partir du 1er janvier. Gratuité, égalité, ce ne serait pas une valeur de gauche ?

Selon une étude de chercheurs de Colombie-Britannique (Canada), le confinement (et le stress) a favorisé les pratiques sexuelles solitaires. En France, le baby-boom attendu se traduit par... un nouveau tassement de la natalité. Gestes barrières, quand tu nous tiens....

Le train des primeurs reprend du service. Arrêté à l'été 2019, ce train de fret frais entre Perpignan et Rungis va économiser la noria de 9000 camions par an. La mobilisation des cheminots, acteurs locaux et le volontarisme de la région Occitanie ne demande qu'à être confortés durablement.

Agenda militant

Samedi 6 novembre

[Marche internationale pour le climat](#)

Appel de Politis pour le climat

[Votre inaction est un crime !](#)
[Signez l'appel](#)

11 novembre

[Assemblée anticapitaliste, alternative et écologiste](#)

17 novembre

[Saint-Martin d'Hères](#)
[Troisième Rencontre de la plateforme Culture ; Arts/Travail : « Quand le Cinéma reprend le Travail »](#)

Exit « islamo-gauchisme », maintenant c'est « woke » ?

Le 13 octobre dernier, Jean-Michel Blanquer lance un « Laboratoire de la République », un groupe de réflexion sur les valeurs de la République ... chargé de faire la peau au « wokisme ».

« Woke », « éveillé » en anglais, est un mot des militants noirs étasuniens des années 1960. On l'oublie un temps, les émeutes de Ferguson le réhabilite. L'Amérique s'en empare. On est « woke » en se préoccupant notamment des questions raciales et de l'égalité sociale. Perçu vide, voire vain, le mot rejeté par la gauche est récupéré par la droite conservatrice à l'encontre des universitaires et militants qui étudient et militent contre les discriminations. « Woke » ne recoupe aucun courant de pensée structuré, ni français, ni étasunien. Il a récemment traversé l'Atlantique, Zemmour et d'autres étaient sur la plage, ils l'ont récupéré, sans se pincer le nez. La droite et le pouvoir se le partagent désormais. Un peu seuls, aucun militant ou chercheur ne se réclame « de l'idéologie du wokisme ».

Alors exit l'islamo-gauchisme, maintenant c'est « woke » ?

Avec « woke » Blanquer et la classe sociale dont il défend les intérêts entendent délégitimer tous les combats contre toutes les discriminations, toutes les inégalités, toutes les destructions, sociales, climato-mortifères, économiques, culturelles, racisantes, de genre, qui se renforcent mutuellement.

Notons qu'à passer, l'air de rien, d'une mouture à une autre pour nommer leur assaut du moment, toujours évitent-ils soigneusement, de formuler ce pourquoi ils s'échinent, un mot : capitalisme ! Les tâcherons du capitalisme, nous disent la machinerie de leur combat. Il s'agit de lancer tous les missiles aptes à fermer tous les angles d'attaque du capitalisme sans utiliser le terme lui-même. « Capitalisme » est par trop contesté par tant d'humaines et humains dans tant de régions du monde!

Mais cette stratégie est bavarde !

Ne nous dit-elle pas que nos combats anticapitalistes pour inaboutis, désordonnés, dispersés qu'ils sont, portent néanmoins les coups qu'il faut pour remettre en cause la construction d'un décrochage anthropologique espéré par les classes dominantes et qui verrait les humains se pensant définitivement naturellement inégaux. ●

Catherine Destom-Bottin



Les luttes sociales en Europe



Après l'annulation, par la cour constitutionnelle, de l'encadrement des loyers, plus de 20 000 berlinois se sont mobilisés au mois d'avril 2021. Ils ont suffisamment de signatures pour organiser un référendum sur l'expropriation des promoteurs immobiliers et faire du logement un bien public. Le mouvement a fait tache d'huile dans toute l'Allemagne. Un peu partout en Europe (Espagne, Portugal, Italie, Belgique) depuis maintenant plusieurs années les citoyens se mobilisent pour mettre un frein à la spéculation immobilière et foncière qui gangrène les grandes villes européennes, aggravée par l'apparition de la plateforme Airbnb. En France la loi ALUR (2014) avait prévu un blocage des loyers dans les zones tendues pour limiter la hausse

inconsidérée des loyers. Seules quelques villes ont tenté d'appliquer la loi.

On voit aussi en Russie une amplification des mouvements sociaux contre l'autoritarisme de Poutine et du gouvernement. Ces mouvements expriment une forte contestation du pouvoir en place et une diversité de questions sociales et politiques. Une partie du peuple russe défie le pouvoir sans parvenir à unifier les luttes et les formes d'action.

L'Autriche connaît des résultats électoraux intéressants où le parti communiste gagne la seconde ville du pays et l'extrême-droite s'affaïsse.

Un peu partout à travers la planète le néolibéralisme en crise est remis en question parfois de manière diffuse, parfois avec une forte mobilisation sociale. Depuis quelques années alors que les partis politiques s'effondrent, parallèlement on observe une vitalité des mouvements sociaux. Il serait vain de penser un grand soir social comme nous avons pu dans les années 70 espérer un grand soir électoral.

Un peu partout dans le monde se profilent des alternatives au néolibéralisme. La force de la gauche américaine a obligé Joe Biden à revoir sa copie une fois élu.

Le déjà-là pour reprendre une expression de Bernard Friot est à l'œuvre dans les luttes et les mobilisations. Ce qui est effarant notamment en France est le décalage béant entre ce qu'on appelle « la classe politique » et les classes qui subissent le plus les dominations. Construire de grandes espérances et penser l'avenir avec hardiesse impose de voir ce qui bouge dans les consciences pour construire une alternative sociale et écologique au lieu de se lamenter sur la faiblesse de la participation électorale où l'on perd à tout coup, quel que soit le résultat.

Dans une déclaration récente, le Medef déplore que le gouvernement, en se vantant des milliards mis contre la pandémie, anéantit des années d'efforts idéologiques pour faire accepter l'austérité et la récession des dépenses publiques. Nous travaillons à des lendemains qui chantent et, même si nous faisons face à une confrontation sévère avec le capital et les forces qui le soutiennent, nous pouvons renverser la tendance. Nous avons l'optimisme de la volonté pour reprendre Gramsci.

● DANIEL ROME ET PIERRE ZARKA.

Tunisie : la démocratie en « péril imminent » !

Dans Cerises de Septembre un article sur la situation en Tunisie se concluait par « les signes d'une marche vers un régime autoritaire voire dictatorial se précisent ». C'est, hélas, ce qui est en train de se passer ! Déjà la décision prise le 25 juillet par le Président Kaïs Saïed de s'arroger le pouvoir à cause d'un « péril imminent » plus qu'imaginaire n'avait aucune justification réelle. Mais sa prolongation alors qu'une telle mesure devait être limitée à un mois, a mis tout le monde devant le fait accompli. Ce qui est grave c'est l'inversion de la hiérarchie des normes, le décret présidentiel déterminant ce qui reste, ou non, en vigueur de la Constitution. Et le fait que sa compétence porte sur la quasi-totalité des domaines possibles, et que le Président étant seul législateur, les décrets qu'il prend ne sont pas susceptibles de recours en annulation. En un mot la démocratie est mise entre parenthèse pour une durée à ce jour non limitée. Depuis le pouvoir multiplie les actions répressives contre les opposant.es et des journalistes, le Parlement a été suspendu et certains parlementaires poursuivis. Enfin un vaste mouvement contre la corruption est entrepris. Un nouveau gouvernement vient d'être formé, mais, à ce jour aucune « feuille de route » sur la politique à venir du Président n'a été publiée. Si certain.es, en Tunisie continuent à applaudir, d'autres voient là une confirmation de leurs craintes inspirées tout autant par les conceptions affichées par Kaïs Saïed, que par sa manière autocratique d'exercer le pouvoir. Les premières manifestations d'opposition ont eu lieu qui devraient grossir et que nous devons soutenir.

● HENRI MERMÉ

Visas. la maltraitance d'État. ou le racisme laser



Nul doute que le resserrement drastique du nombre de visas accordés pour l'Algérie, la Tunisie et le Maroc ne se traduise par une nouvelle montée de tension entre les diplomaties de part et d'autre de la Méditerranée. Nul doute que les propos tenus par le président Macron sont une nouvelle négation des méfaits de la colonisation mais ne peuvent être ressentis que comme insultants par les intéressés.

Mais pour les populations directement concernées, le coup est rude. Jamais la délivrance de visas, comme les conditions de séjour des étrangers n'avaient été aussi draconiennes : opacité des pratiques et absence d'interlocuteurs dans les consulats de France concernant les demandes de visas, délais d'instruction allongés et absence de réponse de l'administration d'État concernant le séjour des étrangers, générant des situations de hors-droit.

Pour les familles d'abord, combien de parents et de fratries privés de se voir du fait de la difficulté d'obtenir un visa ? Combien de descendants qui n'ont pu assister à l'enterrement des parents ? Pour les étudiants aussi, combien ne peuvent venir étudier en France du fait de la difficulté d'obtenir un visa et de la complexité de la démarche via la plateforme d'inscription du ministère des affaires étrangères ? C'est sans compter, pour les étudiants déjà en France, la difficulté de Parcours sup et l'augmentation des frais universitaires. Combien de chibanis, qui ont dû renoncer à passer 6 mois ici, 6 mois là-bas ? Ils n'ont qu'à choisir ? Combien de liens familiaux abîmés ?

Alors même que la pression guerrière, comme climatique, aggrave l'afflux de candidat.es à l'exil, cette « affaire de visas » vient rajouter une maltraitance à une situation déjà particulièrement inhumaine.

Outre l'offense aux personnes, ce tour de vis amènera inmanquablement à faire multiplier les évitements et les procédures « irrégulières » Et à favoriser les marchands de papier, qui ont déjà pignon sur rue dans plusieurs consulats.

● JOSÉ F. ET PATRICK VASSALLO



© Serge d'Ignazio



© Serge d'Ignazio

Présidentielle, que faire ?

A *Cerises* nous disons que l'essentiel n'est pas dans les processus électoraux mais dans la construction d'une culture politique qui se situe clairement dans le champ du post-capitalisme.

Difficile cependant de faire l'impasse sur l'élection présidentielle. Que faire de cette élection d'un homme (d'une femme ?) aux pouvoirs exorbitants que lui confère la Constitution de la 5^{ème} République et dont le dernier avatar est la conduite « jupitérienne » des affaires de l'Etat ? Peut-on dans le contexte actuel, produire des initiatives politiques qui permettent de bouger les lignes et d'ouvrir des perspectives ?

Subvertir la présidentielle ?

La course à la candidature des égos surdimensionnés, la surmédiation de certains candidats, le flot de sondages indiquant une hégémonie de la droite et de l'extrême droite dans un pays où pourtant les valeurs d'égalité, de justice, et de solidarité sont majoritaires, où la critique du capitalisme est de plus en plus marquée, sont autant de raisons de désespérer de ce système politique.

Avons-nous vraiment envie de jouer une fois de plus à ce jeu-là ?

Un jeu qui, d'élection en élection écrase tout espoir de changement. La recherche d'un impossible candidat de rassemblement des gauches sur un programme semble désormais vaine. L'élection d'un président par défaut, minoritaire, se comportant de plus en plus en monarque ignorant du peuple, à la tête de l'État providentiel... pour les actionnaires, et même s'il n'était pas élu « par défaut, » est-il démocratique qu'une personne seule soit l'institution suprême de la République ?

Suit l'élection dans la foulée de députés godillots, « il faut bien une majorité pour le président... ». Une improbable alternance ou cohabitation ouvrirait-elle vraiment des perspectives nouvelles ?

On agite l'épouvantail de l'extrême droite mais déjà ses idées ne sont-elles pas reprises par ses concurrents et mises en œuvre progressivement ?

Et pendant ce temps, les affaires continuent, la crise globale

(économique, sociale, environnementale et bien sûr démocratique) s'accélère.

Est-il possible de subvertir les élections ?



L'équipe de rédaction de *Cerises* s'interroge sur ce qui peut faire bouger les lignes. Faut-il boycotter l'élection présidentielle ? Continuer à rechercher désespérément l'émergence d'une candidature unitaire à gauche ? Se saisir du scrutin pour au moins assurer l'existence d'une gauche radicale ?

Comment reprendre l'initiative et ouvrir des perspectives ?

L'équipe de rédaction en débat avec Charlotte Marchandise candidate à la primaire populaire et Alexandra Pichardie. Jean-Claude Mamet quant à lui, nous livre son choix de s'inscrire dans le mouvement 2022 (vraiment) en commun.

● **L'équipe de rédaction**

Boycotter ou non ?

Boycott, construction d'espace(s) citoyen(s) et initiatives de construction d'une candidature unitaire

Selon **Alain Lacombe** la question du boycott n'est pas première : « je lance d'abord la question « construisons ensemble un vrai espace politique où on réfléchit ensemble à ce qu'on fait ». Même préoccupation de **Patrick Vassallo** « avançons d'abord sur les valeurs, les contenus que l'on porte, et dans trois quatre mois regardons s'il faut ou pas aller à la présidentielle ou la boycotter et comment on veut conforter un mouvement qui de toute façon est indispensable ».

Construisons ensemble un vrai espace politique

Bruno Della Sudda l'affirme : « D'abord mettre en avant le boycott de ce scrutin aujourd'hui, c'est ne pas tenir compte des efforts unitaires à travers différents appels ». certes concède-t-il : « ils ont peu de chances d'aboutir, [...] Mais vu la situation, il faut les encourager, participer à ces efforts [...] le boycott n'en tient pas compte ou semble les considérer comme accessoires ou secondaires ». Bruno poursuit : « Le boycott, nous pose un problème majeur,

puisque s'il était mis en avant, il aboutirait à ce que on se situe à contre-courant par rapport à un mouvement d'une partie de l'électorat qui nous intéresse vers le scrutin présidentiel.[...] Les milieux populaires, les jeunes et les femmes cf. une enquête récente, ces groupes-là, [...] socle de la transformation de la société, iront voter aux élections présidentielles ».

En tout cas ne pas installer de cli-vage

Alain Lacombe invite à se situer « dans une démarche positive. Cet espace citoyen, je le vois avec ceux qui pensent qu'il faut boycotter mais aussi avec ceux qui pensent qu'il faut voter pour le candidat le moins pire... le choix différent n'est pas un clivage ».

Préoccupation partagée par **Christian Mahieux** qui précise : « Je ne suis pas a priori favorable à une campagne pour le boycott, et je dis cela compte tenu des histoires politiques des uns, des uns et des autres ... Les multiples tentatives de candidatures unitaires, tout cela existe et donc, organiser une campagne de boycott cela signifie en rajouter... C'est un risque de division supplémentaire entre nous, sur un sujet pour lequel je ne suis pas prêt à ce que nous nous divisions. En la matière **Sylvie Larue**, évoque la fertilité du désaccord : « On fait le pari à Cerises de pouvoir mener des débats où nous ne

sommes pas tous d'accord de façon à affronter les dissensus, il y a du débat dans le mouvement d'émancipation plus large qui nous intéresse, et il faut faire la démonstration que le désaccord peut être fécond ».

Le boycott aurait-il de l'efficacité ?

Pour **Alain Lacombe**, le carton rouge sera considéré comme un bulletin nul « il sera comptabilisé avec les bulletins blancs et nuls et ils seront comptés. C'est une démarche qui dit on va voter, on ne se contente pas de ne pas y aller. Donc il y a une différence entre les deux. Pour l'instant je n'ai pas de préférence il faut y réfléchir. Selon **Patrick Vassallo** quid des mouvements sociaux « Je me retrouve assez bien sur l'idée qu'aujourd'hui appeler au boycott, ou mettre la présidentielle de côté, est-ce que c'est cela qui peut permettre de conforter des mouvements sociaux qui devraient prendre la main ? »

Avec **Pierre Zarka** le boycott n'est pas «... un problème électoral, il s'agit de la construction de mouvements de luttes, autonomes qui ne s'amputent plus d'aucune dimension politique. Aujourd'hui, ils déposent leurs doléances à la porte des politiques. [...] Pour moi, le boycott est de rejeter ce qu'il y a de plus symbolique de cette amputation. C'est pourquoi nous n'avons pas à nous diviser entre boycott et quête d'une candidature alternative, même si je pense que

cette attente est vaine. Le caractère collectif d'un refus explicite répond me semble-t-il au souci de Charlotte : les abstentions ne comptent pas.

Alexandra Pichardie voit le boycott pour « ceux qui n'en ont rien à faire » : « En fait, je réfléchissais à cette idée du boycott, parce que ça revient à ne pas voter, ce qui n'est pas visible... une des solutions, ce serait de monter un mouvement qui fait des autocollants « Je boycotte » à coller sur votre bulletin, ou quelque-chose qui se voit et dont on puisse parler ». Et Alexandra répond à sa question « Et si le boycott séduisait ceux qui n'en ont rien à faire ? Bien-sûr, mais il faut montrer que c'est du boycott. Bien-sûr, que ça pourrait, parce que finalement, c'est ce qu'ils font, ils boycottent parce qu'ils ne se sentent pas bien dans ce système-là. »

Catherine Destom Bottin note que le boycott travaille positivement le collectif et l'individuel : « je regarde le boycott comme un pas dans la situation très précise d'aujourd'hui. Comme une initiative individuelle donc accessible à beaucoup de gens mais en même temps collective, mais en même temps radicale et donc qui ne met pas les personnes en dehors de la situation générale ; au contraire, elles s'y inscrivent concrètement... »

À l'idée de boycott action collective **Christian Mahieux** précise « j'hésite à le dire, je pense que l'histoire du boycott vaudrait le coup, mais en fait, c'est trop tard pour ce coup-ci, c'est pour la

campagne d'après. Dans mon idée, ça ne serait pas en parallèle de choses déjà lancées.

Le boycott, la présidentielle, la montée fascisante

Sylvie Larue interroge : « qu'est-ce que c'est que ce système représentatif qui dit qu'à un moment donné, on doit élire des représentants qui seraient à l'image de la société, et qui le temps d'un mandat, décident en toute autonomie puisque ce sont des gens représentatifs ? Sauf que cela ne fonctionne pas, les élus sont indépendants du peuple et très dépendants des forces conservatrices [...] il faut se saisir de l'élection présidentielle pour affirmer le refus de ce mode de fonctionnement. J'irai jusqu'à dire par rapport à cette campagne qu'il faut aller jusqu'à alimenter l'idée d'un boycott de l'élection présidentielle

Patrick Vassallo pour sa part indique « Faute d'un mouvement qui puisse peser suffisamment sur la réalité, à la fois contre le néofascisme et à la fois contre le présidentialisme, je me retrouve dans une situation assez contradictoire et très partagée [...] À propos de la menace néofasciste, je pense que le boycott n'y répond pas, mais l'élection présidentielle ne répond pas non plus. »

Selon **Bruno Della Sudda** le boycott, ne répond pas à la menace néofasciste : « Aujourd'hui on est confronté à une menace néofasciste. [...] c'est extrêmement grave et préoccupant. Ce n'est pas par le boycott qu'on peut ré-

Mener une campagne politique qui ouvre sur une autre conception de la politique

pondre me semble-t-il à cette menace [...] Si par malheur l'extrême droite est au second tour, là aussi, on ne peut pas faire preuve d'indifférence et de ce point de vue ça percuterait, me semble-t-il, la question d'un boycott.

Même préoccupation de **Christian Mahieux** « S'il s'agit de dire on fait une campagne pour le boycott, mais par contre au deuxième tour, en cas de risque d'élection de l'extrême droite, on explique alors qu'il faut voter. Nous serions alors dans une situation incohérente ».

Pierre Zarka précise « On verra ce qu'il faudra faire au second tour mais la cohérence tient dans le rejet d'un jeu où tout est faussé. Il ajoute que la question n'est pas de se détourner de la présidentielle mais de mener une campagne politique qui ouvre sur une autre conception de la politique. C'est aussi le moyen de libérer les législatives de l'emprise de la Présidentielle et d'en faire le prolongement politique des luttes et actions alternatives ». ●

Décalage, déconnexion, crise de la représentation

D'entrée, **Sylvie Larue** fait le constat « qu'il y a un décalage énorme entre une conflictualité sociale, certes émiétée mais réelle – hier les sages-femmes, avant-hier les enseignants, les artistes, les territoriaux, les anti-pass sanitaire, les anti-réforme du chômage, les marcheurs pour le climat, il y a de la colère, un sentiment de mépris, parfois de l'épuisement chez les salariés - avec la campagne des présidentielles, la course à la candidature des égos surdimensionnés et ce qu'en donne à voir les médias, la fabrique médiatique d'une candidature, la zémourisation du débat public. Ce constat est désespérant et ce décalage nourrit le sentiment de ne pas pouvoir peser sur cette échéance et va alimenter l'abstention ou le vote par défaut... je pense que l'élection présidentielle est aujourd'hui devenue une caricature de la démocratie. On peut d'ailleurs rappeler que Macron a été élu par 16% des inscrits et on sait aussi que tous les électeurs potentiels ne sont pas inscrits sur les listes électorales... cette élection présidentielle, c'est le plus caricatural de la démocratie représentative, comme si un homme ou une femme pouvait représenter l'ensemble de la société française ! »

Charlotte Marchandise engagée dans la primaire populaire est d'accord avec Sylvie Larue : « ce qui me préoccupe, c'est la question de la démocratie, et la façon dont ceux qui veulent nous représenter ou présenter des idées ou des projets ne

Ceux qui veulent nous représenter ou présenter des idées ou des projets ne nous intègrent pas dans leur réflexion

nous intègrent pas dans leur réflexion, élection après élection. Aux régionales, 84% des jeunes ne sont pas allés voter ; les présidents de région ont été élus avec 6 à 10% des inscrits... on devrait tous s'asseoir, les humanistes, les gauches et les écologistes : les gens ne nous écoutent plus... j'ai tracté avec Suzanne 75 ans, communiste et socialiste et « vénère » ; elle me dit qu'elle n'ira pas voter au 2eme tour... on n'est plus dans le ras-le-bol, on est bien au-delà des gilets jaunes, c'est un mouvement qui traverse toute la société, si on ne parle pas de l'avenir, du travail, ou de l'avenir de la planète mais que du changement de prénom ou si on se laisse avoir par le déferlement médiatique... la primaire populaire, c'est tout le travail des mouvements de jeunes ; ce qui me sidère, c'est à quel point ces mouvements de jeunes au sein de tous les mouvements ne sont pas du tout entendus, à quel point ils ont voulu travailler avec les appareils et n'ont pas été entendus... 80% des électeurs veulent une candidature unique pour la gauche et l'écologie ! Qu'est-ce qui fait qu'on ne l'entend pas ?

Pierre Zarka évoque « un vice auquel nous sommes habitués : comment une personne peut, à elle seule être une institution et pas n'importe laquelle, l'institution suprême de la République ! La démocratie se réduit au temps passé dans un isolement pour désigner le maître auquel il faudra obéir.

Cela a 2 effets pervers :

1) La polarisation sur la personne efface la visibilité des forces qui sont ...derrière, le mot a son importance : En 2012 Mélenchon a effacé le Front de Gauche et ses composantes, avant, Mitterrand avait effacé le PC, ou Macron ses propres soutiens. Le principe même de cette élection est une arme d'effacement du pluralisme et donc d'appauvrissement de la vie politique. Aussi, pour beaucoup, la division actuelle des forces de la

gauche radicale en découle : personne ne veut disparaître dans l'ombre et sombrer dans l'oubli.

2) Les législatives perdent leur sens, elles sont devenues le 3eme tour de la présidentielle. Soit pour avoir une majorité présidentielle, soit pour tenter de l'atténuer et on est loin des questions sociales et sociétales évoquées par Charlotte. »

La préoccupation principale de **Christian Mahieux** « c'est en réalité le temps perdu autour de ce sujet par rapport à tout ce qui me semble le plus important, à savoir la construction de mouvements sociaux... Ce système fonctionne, ce qui est paradoxal, comme un système que l'on dit démocratique or, il fonctionne en réalité à côté de la société. Les élections continuent, on constate que cela ne fonctionne pas au sens démocratique du terme, il n'empêche, en fait ça continue complètement à côté de la société. »

Bruno Dellasuda rappelle le caractère monarchique de notre constitution « qui a été imposée dans un contexte historique très particulier de crise de la IVe République qui n'était pas une crise de type parlementaire mais en réalité une crise de la société française, dans le contexte de guerres coloniales et la question algérienne après l'indochinoise. » Et il fait une 2eme remarque : « la Ve république est une bizarrerie à l'échelle de l'Europe ; dans les pays voisins, c'est vraiment perçu comme une bizarrerie, Il n'y a aucun des pays membres de l'union européenne, et en particulier des « grands pays, » dans lesquels le pouvoir politique est concentré à l'extrême comme c'est le cas en France... cela entraîne une crise de la représentation

... Ce système que l'on dit démocratique fonctionne en réalité à côté de la société

politique extrêmement forte... l'une des conséquences les plus graves, c'est la dépossession des citoyens et citoyennes de la question politique et cette dépossession est structurellement liée aux institutions de la Ve République et à la présidentialisation du régime ».

Pour **Alain Lacombe**, « même la désignation des candidats (à la présidentielle) donne lieu à un spectacle démobilisateur qui discrédite la politique en la réduisant à une sorte de jeux de télé-réalité pour connaître le champion qui se vend le mieux.

« Et à la fin, les sondages d'avant match, la présélection étant faite, font semblant d'entretenir le suspense alors qu'ils visent surtout à nous imposer 2 finalistes choisis par l'oligarchie en tenant parfois en réserve un outsider sorti du chapeau opportunément.

« Et ce jeu de télé-réalité à faux suspense est médiatisé à fond, cela explique aussi le fait qu'il y ait une meilleure participation aux présidentielles, notamment des jeunes.

« Il me semble que l'élection présidentielle est un élément important de la crise de la démocratie de par le rôle central qu'on lui fait jouer dans la vie politico-médiatique ce qui fait perdre de vue ce que devrait être la politique. La personnalisation qu'elle entraîne, qu'elle aggrave à chaque élection, se fait au détriment de la démocratie. Elle rend plus difficile l'émergence d'initiatives citoyennes, et aussi les luttes en légitimant les décisions prises par le monarque ».

Alexandra Pichardie explique : « depuis mes 18 ans, je ne vote pas pour quelqu'un, pour un programme, je vote contre... on assiste me semble-t-il à une espèce de politique tik-tok, où Macron va inviter des gens connus par les jeunes pour que les jeunes aillent voter pour lui, alors qu'il n'y a rien qui est dit. (Ndlr. Macron joue aussi au foot). Mélenchon aussi fait du tik-tok... »

Comment sortir de cette politique tik-tok ? C'est la suite du dossier... ●

Valeurs - Néofascisme et extrême droite

Un des soucis des participants au débat est la place faite au fascisme et au néo fascisme, dans l'élection présidentielle et du fait notamment que celle-ci est plus centrée sur une personne que sur des valeurs et ce au détriment de la démocratie...

La question reste de savoir si le boycott de l'élection présidentielle permet d'éviter cette montée du fascisme ou si elle risque de la favoriser...

Un système qui favorise la montée du néofascisme

Bruno Della Sudda : « Pour moi ça n'est pas le moins important. La question du boycott ne répond pas à la menace néofasciste. Or aujourd'hui on est confronté à une menace néofasciste. Parce que les thématiques mises en avant aussi bien par le RN que par Zemmour ne sont pas des thématiques populistes, ce sont des thématiques néofascistes ».

Pour Alain Lacombe « L'élection présidentielle est un système qui favorise la montée du néofascisme : la bipolarité entre droite et extrême droite contribue, non seulement à la montée de candidats néofascistes mais aussi à la reprise de ces idées par d'autres candidats ».

Patrick Vassallo pense que « Faute d'un mouvement qui puisse peser suffisamment sur la réalité à la fois contre le néofascisme et à la fois contre le présidentielisme, je me retrouve dans une situation assez contradictoire et très partagée. Où sont les valeurs ? Le problème : tous les appareils politiques aujourd'hui contournent les valeurs. Pourquoi on se retrouve aujourd'hui avec l'éco-féminisme chez des Verts qui rallie un

Tous les appareils politiques aujourd'hui contournent les valeurs

tenant de l'économie de marché ? Parce que des stratégies conduisent à passer outre les valeurs ».

Un fascisme décomplexé

Alexandra Pichardie : « Je ne suis pas militante politique, j'observe la situation de loin, sur les réseaux sociaux, comme la plupart des gens, en fait, et depuis mes 18 ans, je vote contre le FN. Donc je ne vote pas pour quelqu'un, pour un programme, je vote contre. A un moment, les discours politiques étaient tellement compliqués que les gens votaient pour ceux qu'ils comprenaient : une étudiante de BTS m'a expliqué, les yeux dans les yeux, que, de toute façon, elle votait FN parce que c'était les seuls qu'elle comprenait, qu'au moins, là, elle savait de quoi il s'agissait. Ça fait un peu mal au cœur, on a discuté, mais ça fait partie des réalités. On est dans une politique d'extrême droite, et mes préoccupations à moi, c'est ce qui est en train de se passer dans le monde, partout, c'est cette montée du fascisme, et d'un fascisme décomplexé, qui fait que – je lisais un article ce matin – 12 pays de l'UE demandent à mettre des grillages autour de leur pays pour empêcher les migrants de rentrer. Tout ça a été demandé, une lettre commune à l'UE... Ma préoccupation, c'est ça, et je ne vois pas comment la présidentielle va pouvoir régler le problème. Comme disait Bruno tout-à-l'heure, je suis tout-à-fait d'accord avec lui, j'ai vraiment peur de cette montée de l'extrême droite ».

Pierre Zarka : « Bruno alerte à juste titre sur la menace néofasciste montrant qu'au plan idéologique, elle ne se limite pas à l'extrême-droite mais contamine à gauche. L'expérience montre

que c'est l'amère déception devant la politique suivie après l'élection et ce quel que soit le vainqueur et la désillusion devant la politique et les simulacres de démocratie, qui nourrissent les processus de fascisation. On le vérifie régulièrement depuis 2002 ».

Pour faire reculer les comportements fascistes, il faut que la colère sociale trouve sa place dans le champ politique.

Catherine Destom-Bottin : « C'est une bonne chose que Bruno ait évoqué la question de la montée du fascisme, je suis en malaise quant à cette question. Souvent la montée du fascisme m'est opposée à l'encontre de propositions d'actions d'engagement etc. J'ai le sentiment que nous ne mesurons pas que la leçon d'antifascisme n'a aucune chance d'ébranler les personnes qui s'embarquent, sont embarquées, dans cette vision du monde.

C'est une construction que d'adhérer aux propositions fascistes, c'est quelque chose qui se construit dans les esprits chez les personnes avec du temps. Je crois qu'on ne peut pas imaginer le recul des positionnements fascistes dans la population sans l'expérience individuelle et collective de la construction d'une société respectueuse du genre humain... Je dis la population et non pas les ténors du fascisme ceux-là je m'en contrefiche.

Je voudrais prendre un exemple celui du racisme : il n'a jamais été autant mis en cause que depuis que les personnes concernées ont renoncé à faire la leçon sur le racisme et qu'ils et elles sont passés.es d'un antiracisme

On laisse l'extrême-droite apparaître la seule hors système

moral, au travail d'agression du racisme systémique de la société. D'où les cris d'orfraie, d'où la violence du propos raciste d'aujourd'hui ».

Pierre Zarka : « On verra ce qu'il faudra faire au second tour, on ne sera pas indifférent aux risques d'extrême-droite mais encore une fois ils sont d'abord dus au fait que la colère sociale n'ait pas sa place dans le champ politique et qu'on laisse l'extrême-droite apparaître la seule hors système ce que la présidentielle accentue à chaque fois davantage ».

Christian Mahieux : « Et là, je crois qu'il y aurait un problème aussi compliqué. S'il s'agit de dire « on fait une campagne pour le boycott, mais par contre au deuxième tour, en cas de risque d'élection de l'extrême droite, on explique alors qu'il faut voter. Nous serions alors dans une situation incohérente ».

Et faire des expériences individuelles et collectives de la construction d'une société respectueuse du genre humain.

Alexandra Pichardie : « Par rapport au racisme, à Fougères, où j'habite, on a quand-même un RN qui est extrêmement fort, puisqu'on a Gilles Pennelle, qui est présent chez nous et qui était prof d'histoire géographie dans un lycée privé de la ville, qui a eu pendant longtemps une parole très forte. Il voulait faire de Fougères un bastion du RN, on a eu des gens assez haut placés qui sont venus. En fait, la seule chose qui a pu faire bouger les choses - et Pennelle a perdu, et ça, je suis tellement fière de ma ville ! Il a perdu son crédit - c'est le fait qu'un CAO (Centre d'Accueil et d'Orientation pour les migrants) vienne s'installer à Fougères. Ça a été décrié, mais un bon nombre des gens qui votaient RN et qui écoutaient Pennelle, quand ils se sont rendu compte que les gars qui venaient s'installer et qui étaient 192, je crois, que ces gars-là étaient comme tout le monde et qu'ils n'étaient pas plus méchants que les autres, et finalement, Pennelle a perdu sa place. Les gens prennent conscience que finalement, tout ce qu'ils ne connaissent pas n'est pas effrayant. Et ça, c'est de l'auto-éducation, et c'est en allant au contact des autres que ça se fait ». ●

2022 : une confrontation politique d'ampleur

2022 n'est pas qu'une année électorale. Même si la présidentielle est (malheureusement !) l'élection qui mobilise le plus, celle-ci peut bouleverser le rapport des forces. Est-ce que les contenus et valeurs qui expriment les aspirations d'émancipation collective (une vraie gauche écologiste) vont encore exister dans la vie politique nationale ?

Ou bien va-t-on laisser proliférer des droites et des extrêmes droites, visant le retour à une société d'ordre et/ou la destruction des collectifs humains qui ont déjà conquis des espaces démocratiques contre le capitalisme et les hiérarchies dominatrices ?

Face à ce danger, des forces se coalisent, issues d'expériences citoyennes, de luttes, d'engagements politiques. Elles ont lancé le mouvement 2022 (vraiment) en commun, qui propose de généraliser des assemblées sur le territoire, pour que la politique soit l'affaire de toutes et tous (et pas un jeu d'appareils en concurrence). L'initiative d'une Primaire Populaire, au jugement majoritaire, propose d'aboutir à une équipe pour une alternative de gouvernement, et pas un « quasi-roi » à l'Élysée. Des débats très denses ont parcouru ces propositions collectives. Si on vise l'émancipation, la reprise d'hégémonie culturelle, à la fois le « je » et le « nous », alors il faut miser sur l'auto-organisation populaire. C'est mon choix dans 2022 en commun. Beaucoup de jeunes sont mobilisés pour la « primaire », parce qu'elle semble davantage à portée de résultat concret. Le débat continue.

● Jean-Claude Mamet (militant d'Ensemble !)

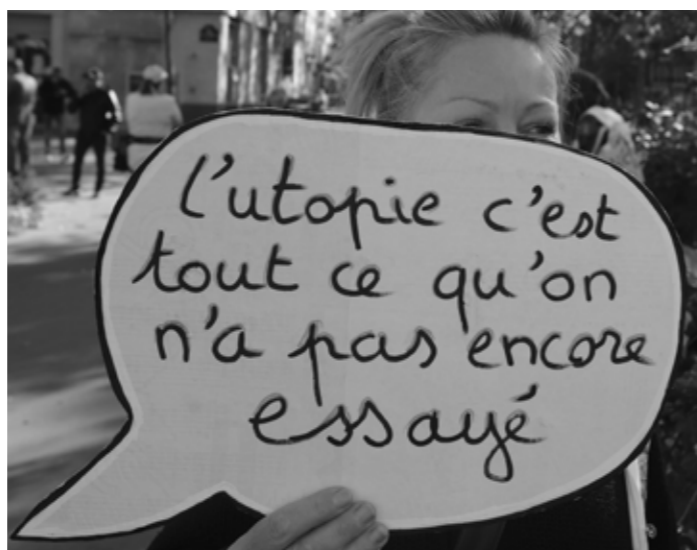
<https://www.2022encommun.fr/>



© Serge d'Ignazio



© Serge d'Ignazio



© Serge d'Ignazio

Du coup, on fait quoi ?

Pour **Alain Lacombe** « on a besoin de faire émerger une démarche politique nouvelle co-élaborée avec les habitants ». Catherine Destom-Bottin considère que « le temps électoral dans les conditions d'aujourd'hui est un temps propice à mettre en débat, à commencer de faire exister des formes de prise de pouvoir populaire ».

Selon **Pierre Zarka** « Oser s'affranchir de la norme remet le social au centre et peut devenir rassembleur. Ces élections [devraient être] menées comme prolongement des luttes et actions populaires. D'où la place que peuvent prendre des assemblées citoyennes. Il s'agit de la construction de mouvements de luttes, autonomes qui ne s'amusent plus d'aucune dimension politique ».

Charlotte Marchandise a envie « de créer des événements populaires qui s'engagent sur cette question démocratique, ce qu'on n'a pas réussi à faire avec les Gilets Jaunes avec Nuit debout, pour arriver à un mouvement plus abouti, plus solide et plus réfléchi ».

Sylvie Larue propose aussi « d'alimenter l'idée qu'il faut faire démocratie ensemble autrement, remettre en cause le principe de l'élection présidentielle pour dire on ne veut plus jouer à ce jeu-là, et qu'à tous les niveaux, la solution ce n'est pas l'autoritarisme, ou la délégation de pouvoir, mais c'est que chacun participe aux décisions ».

Que vive la démocratie des places !

A vos initiatives citoyen.nes !

L'équipe de rédaction de *Cerises* vous invite à réagir et à nous livrer avis, propositions, actions qui alimentent un processus de création d'assemblées citoyennes, véritables lieux de réappropriation de la politique par toutes et tous. ●

Vos contributions à cerises@plateformecitoyenne.net



© Serge d'Ignazio



© Serge d'Ignazio



© Serge d'Ignazio



7 minutes

De **Stefano Massini**
 Mise en scène de **Maëlle Poésy**

Qu'est-ce que 7 minutes de pause retirées à 200 ouvrières d'une usine moyennant que, celle-ci ne ferme pas ? Rien ou presque rien pour 10 déléguées réunies sur scène et très différentes par l'âge et les origines ; elles doivent voter pour les 200 autres, et, chacune pour soi et pour des raisons personnelles qu'elles expriment, préfèrent cela à la perte de leur emploi...mais 7minutes, c'est tout ou presque tout pour la porte-parole qui a 40 ans d'ancienneté dans l'usine, et explique que d'une part cela fait 600 heures par mois récupérées sur les employées, que cela montre aux « cravates, » qu'elles sont prêtes à tout accepter pour ne pas perdre leur emploi ; c'est une question de dignité... Un huis clos qui sans que cela soit clairement dit fait penser aux salariées de Lejaby et à d'autres luttes... auxquelles on donnerait la parole

De votes en votes chacune déploie ses arguments écoutés par les autres avec parfois des accès de colère et des pleurs et, certaines changent d'avis (ce qui est représenté sur un mode de triller fin et sensible) des motivations personnelles, pour accepter, à des arguments plus collectifs pour refuser.

Et peu à peu elles arrivent à un vote 5 pour, 5 contre et c'est à Sophie, la comptable de départager les votes...

Une pièce féminine, sociale et politique, magnifiquement interprétée

● **BÉNÉDICTE GOUSSAULT**

Bonne mère

Au moment des hommages de masse à Tapie, ancien patron de l'OM, d'une grève tenace des éboueurs contre une augmentation drastique de leur temps de travail et du retour dans l'actualité marseillaise de l'habitat insalubre et des écoles décaties, on relira avec plaisir ce policier de François Thomazeau.

Derrière l'ombre de Marianne, secrétaire de première ligne, n'est-ce pas toute une représentation de la « société marseillaise » que nous décrit l'auteur, marseillais affirmé et fin connaisseur de sa ville. La rébellion est-elle forcément où l'on l'attendrait ? La Mer et le port peuvent-ils redonner de la beauté à des suppliques que d'aucuns prendraient pour des chantages ?

Quand un diplômé du coin croit s'atteler à une œuvre de bien public et d'intérêt général et que les petites « dégueulasseries » s'accoquinent aux manœuvres d'arrière-cour, où passe la probité ?

Mais au fond ne s'agit-il ici que de Marseille ?

● **PATRICK VASSALLO**

François Thomazeau, *Bonne mère*, Éditions de l'écailler du sud, 2000, 168 pages, 7,47 euros



Gens de France et d'ailleurs

Ces chroniques de Jean Teulé sont parues dans les années 80 dans diverses publications. Histoires extraordinaires, mythes improbables ou illuminations grégaires, voici de ces versants ordinaires où se croisent Rimbaud et Dolly, les tropiques et les colonies France africaines, des amours fétichiques et des croyances de clocher.

L'auteur combine une présentation soignée et des dessins de grande qualité. Iconographie d'un quotidien parfois désenchanté, cet album arrache aussi des hauts-de-cœur devant « tant de bêtise ». Une petite horreur banale y croise le merveilleux de l'incompris. De l'irrationnel comme discussion.

On retiendra de ces planches une douce mélancolie, si ce n'est quelque tendresse devant ce florilège qui évite le mépris pour sourire à l'humain !

Un beau livre, une rareté, que les éditions Fakir et François Ruffin rééditent une trentaine d'années après une 1ère édition limitée. Une espèce de perle rare, plus râpeuse que les confiseries, plus sucrée qu'un cadeau raté.

● **PATRICK VASSALLO**

Gens de France et d'ailleurs, Jean Teulé, éditions Fakir, 2021, 265 pages, 38€uros.



Le bloc « arc-en-ciel » Pour une stratégie politique radicale et inclusive.

Aurélie Trouvé, ancienne porte-parole d'Attac, nous livre un essai intéressant. Dans une première partie l'auteure plante le décor « le néolibéralisme est en crise mais, pour notre malheur, tant que nous ne parviendrons pas à reprendre l'initiative, il nous entraînera avec lui dans sa chute ». Il faut maintenant passer à l'offensive. La colère monte un peu partout dans le monde contre les méfaits du capitalisme financier. En France nous avons connu des luttes sociales fortes comme les gilets jaunes ou la mobilisation très importante contre la « réforme » des retraites. Malgré la force des mobilisations nous ne réussissons pas à faire reculer le pouvoir, ou à la marge. L'auteure porte son analyse sur la difficulté des liens entre mouvement social et politique, d'où le concept de bloc « Arc en ciel ».

Comme elle le dit dans un entretien au journal Politis, « la deuxième idée du bloc arc-en-ciel est plus contemporaine : il s'agit de conjuguer le rouge des traditions syndicales et communistes, le vert des mobilisations écologistes, le jaune en référence aux gilets jaunes mais plus largement aux insurrections populaires. ».

Rien ne bougera durablement sans une intervention populaire forte.

● **DANIEL ROME**

Le bloc arc-en-ciel, Pour une stratégie politique radicale et inclusive, Aurélie Trouvé, Editions La Découverte, Sept 2021, 168 pages, 13 euros



Le ghetto intérieur Santiago Amigorena

Écrivain argentin qui vit en France depuis son adolescence, l'auteur, dans ce roman, relate la vie de son grand-père, juif polonais. Entre 1930 et 1940 de nombreux juifs, mais aussi beaucoup d'intellectuels et artistes ont fui cette Europe gangrenée par le fascisme et l'antisémitisme pour s'exiler en Amérique du Sud ou aux États-Unis. Vicente Rosenberg arrive en Argentine et épouse Rosita avec laquelle ils ont 3 enfants. Au fil du temps le remord le ronge car il a laissé sa mère et son frère à Varsovie. Sa mère lui écrit des lettres, qui restent sans réponse. Elle refuse de quitter la Pologne, enfermée dans le ghetto de Varsovie elle finira gazée à Treblinka. Le fils vit alors un ghetto intérieur qui l'entraîne dans une mélancolie profonde et le silence total. Comme le dit l'auteur : « il y a vingt-cinq ans, j'ai commencé un livre pour combattre le silence qui m'étouffe depuis que je suis né. »

Toute l'œuvre d'Amigorena est un travail d'écriture sur le silence... intérieur.

● **DANIEL ROME**

Le ghetto intérieur, Santiago Amigorena, Editions Folio, Sept 2021, 192 pages, 7,5 euros



Marat savant et tribun

Publié en 1997, enfin traduit, cet ouvrage de Clifford D. Conner, propose une introduction enthousiaste de la figure la plus subversive de la Révolution française : Jean-Paul Marat. Avec cet ouvrage Clifford D. Conner historien des sciences, dresse le portrait d'un scientifique de son temps médecin, auteur d'ouvrages de physique expérimentale, reconnu dans ces deux domaines par ses contemporains mais en butte à l'Académie des sciences. Ses ennemis politiques useront du conflit qui l'opposa à cette institution monarchique. De ce point de vue Clifford D. Conner compare Marat à Lavoisier ou encore à Condorcet. L'auteur éclaire aussi combien l'accusation d'imposture scientifique, est au service d'une seconde accusation ; celle d'être un déséquilibré imbu de lui-même. Clifford D. Conner casse cette double image pour faire découvrir un Marat entièrement dédié à la lutte pour l'égalité des « classes non possédantes ».

Mais pas seulement, Marat est intensément solidaire des Africains réduits en esclavage dans les colonies françaises, à qui il accorde le droit « de massacrer jusqu'au dernier de leurs oppresseurs ». Enfin on découvre avec les pages contextualisées de L'Ami du peuple un Marat clairvoyant, courageux, audacieux, s'identifiant totalement à la pleine égalité sociale Clifford D. Conner enseigne l'histoire à CUNY School of Professional Studies. Il est notamment l'auteur d'une Histoire populaire des sciences et d'une monographie sur la carrière scientifique de Marat,

● **CATHERINE DESTOM BOTTIN**

Marat savant et tribun, Clifford D. Conner, Editions La fabrique, Septembre 2021, 232 pages, 15 euros

SQUID GAME, JUSTE UN JEU ?

Que de discussions, de mouvements, d'analyses autour du "phénomène" Squid Game... Produite par la plateforme Netflix, cette série coréenne qui met en scène le meurtre organisé de 464 personnes désespérées, risquant leur vie sur six jeux d'enfants pour un peu plus de 32 millions d'euros, connaît un tel succès que plus de 90 millions de personnes en ont visionné les 9 épisodes.

Que signifie cet engouement planétaire ? Pourquoi cette série-là, et pas une autre ? Plus largement, les dystopies sont-elles un impact sur notre société, ou en sont-elles le reflet ?



Les conséquences du visionnage de la série dans notre réalité sont étonnantes. Effets amusants, la demande de cours de coréen en ligne a bondi de 65 % en France, et les costumes se vendent comme des petits dalgona (les gâteaux du jeu !). Mais il se passe tellement de choses autour de cette série qu'il est dif-

ficile de suivre : dans plusieurs pays, les jeux de la série vont être recréés pour un public choisi, brouillant la frontière entre réalité et fiction. Les fans rêvent de séjourner dans des lieux semblables aux décors : ainsi un des appartements de la « Muralla Roja » de Ricardo Bofill, résidence dont l'enchevêtrement d'escaliers fait écho à la série, serait depuis peu en location sur Airbnb. ①

① Les décors de la série renvoient à des thématiques très anciennes. La série est en effet conçue comme une réécriture du combat contre le Minotaure. Les participants au *Squid Game* sont enfermés sur une île labyrinthique. Ils affrontent à la fois des ennemis extérieurs et leur propre monstruosité, symbolisée dans le mythe par le Minotaure. Chaque personnage est son pire ennemi, et – sans spoiler ! – c'est pourquoi le sixième épisode prend aux tripes...

Qu'est-ce qui explique ces envies paradoxales ? Sommes-nous tous suicidaires, prêts à mourir pour de l'argent ? Notre civilisation est-elle perturbée, chatouillée par une curiosité morbide pour la violence des éliminations ?

Soyons sérieux, cette fascination des foules pour le sanglant n'est pas franchement nouvelle... *Squid Game* n'est pas la seule série violente produite par Netflix. On y trouve, par exemple, l'adaptation d'*Alice in Borderland* de Haro Aso.

Le pitch ? Trois adolescents sont projetés dans un Tokyo parallèle, dans lequel ils doivent participer à des jeux cruels pour survivre. Une histoire familière... A vrai dire, c'est tout aussi violent. Mais le succès n'a pas dépassé le cercle des fans. Peut-être est-ce trop sombre. Pas de couleurs pastel. Juste du gore, qui retourne un peu l'estomac.

Une hypothèse : *Alice in Borderland*, c'est du fantastique, complètement coupé du monde réel. *Squid Game*, c'est une dystopie, de la SF qui joue sur une anticipation légère : "ça n'existe pas encore, mais on n'en est pas loin". Le complotisme joue sur cette idée d'anticipation : chaque personnage de la série a signé à ses débiteurs une reconnaissance de dettes promettant de donner leurs organes en cas d'échec à rembourser. Or, "vendre ses organes", nous dit-on, "ce n'est pas de la SF (en Chine...)". Tremblez, *Squid Game* est déjà là !

② "La série ridiculise la croyance néolibérale selon laquelle le succès est le résultat de l'effort et du mérite, défend la dignité de la grève comme expression de la camaraderie dans la mémoire d'un personnage par opposition à l'individualisme, critique l'exploitation sauvage des travailleurs migrants en présentant un travailleur pakistanais comme un exemple éthique face à la bassesse et au cynisme d'un escroc financier, démonte le dogme néolibéral de la «liberté de choix» et présente même le machisme comme consubstantiel à la dynamique de compétition."

L'avis De Pablo Iglesias Sur "The Squid Game", L'autre Quotidien, octobre 2021.

③ Selon une enquête mondiale réalisée auprès d'environ 10 000 jeunes, ils sont 75 % à penser que l'« avenir est effrayant » et 56 % à considérer que « l'humanité est condamnée ». Un jeune sur deux est persuadé qu'il aura moins d'opportunités que ses parents et 50 % des jeunes déclarent ressentir de la détresse ou de l'anxiété à propos du climat.

schématiques, ils dessinent un spectre humain assez large : hommes, femmes, victimes, truands, diplômés, travailleurs manuels... Personne n'y échappe. L'existence du jeu serait donc une conséquence de notre monde malade, dans lequel les inégalités sociales mènent à toutes sortes d'abus. Dans l'épisode 5 intitulé « Un monde juste », le maître du jeu tient un discours étonnant : « Ici les joueurs jouent à un jeu équitable et sont tous dans les mêmes conditions. Ces personnes souffraient d'inégalités ou de discrimination dans le monde. Nous leur offrons une dernière chance de se battre de manière juste et de gagner. »

Voilà une affirmation pour le moins contestable ! S'il est vrai que certains candidats souffrent de discrimination, à l'image d'Ali, exilé pakistanais exploité par un patron sans vergogne, le jeu n'est ni juste, ni équitable... Loi du plus fort, meurtre, trahison mais aussi triche, protection inique : c'est, au contraire, un monde totalitariste et cynique qui exploite la faiblesse pour son propre amusement. Car c'est l'argent qui mène la danse. Plus intéressant, la série s'affirme dans le monde réel comme symbole de la lutte des classes. L'intelligence de la dystopie, c'est de permettre une réflexion sur notre propre société. Le numéro du *Squid Game*, qui apparaît à l'écran, a généré chaque jour plus de 4000 appels... Canulars téléphoniques, dans la plupart des cas, et c'est heureux. Mais cela n'en reste pas moins révélateur d'un malaise.

Les travailleurs coréens se sont aussi emparés de la référence. Actuellement, à cause du COVID, les seules manifestations autorisées sont celles qui réunissent... une personne (une seule, ce n'est pas une erreur...). Malgré cela, et malgré une culture très respectueuse des règles, des milliers de coréens (on parle de 30 000 personnes) sont descendus dans les rues de Séoul le 20 Octobre dernier, en costume rose de *Squid Game* (celui des bourreaux, pourtant), afin de demander de meilleures conditions de travail. Dans un pays dont l'endettement des ménages équivaut au PIB, cela prend un sens particulier. La série touche toutefois un nombre de spectateurs qui dépasse largement la population coréenne. On peut trouver que la critique est caricaturale, que les méchants sont riches, vicieux, amoraux, blancs, voire américains (l'accent)... Mais si tant de gens se sentent concernés, c'est que la situation dépasse le cliché. Les inégalités gagnent du terrain et les sommes partagées par quelques-uns sont si effrayantes que le commun des mortels peut aisément s'identifier aux participants : comme eux, il n'a aucune prise sur les événements, perd sa vie à la gagner ② pour le seul bénéfice de ceux qui aiment ouvrir la boîte de Pandore... L'engouement pour la dystopie, genre particulièrement pessimiste puisqu'il s'agit d'imaginer les conséquences d'une société déviante, touche particulièrement les jeunes générations. Or, selon plusieurs sondages, notre jeunesse est morose... ③ De là à déduire



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, Patrick Vassallo, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
<https://ceriseslacooperative.info/>

que le succès des dystopies est, si ce n'est une conséquence, du moins un reflet du moral des jeunes, il n'y a qu'un pas. Quand on est optimiste, on imagine un monde meilleur. Sinon, on (re)lit le Meilleur des Mondes...

Toutes ces raisons expliquent-elles réellement le succès de Squid Game ?

Automates avides d'images fortes, laissons-nous un algorithme nous suggérer les incontournables ? ⁴ "Netflix and chips" sera-t-il le nouveau "Panem et circenses" ⁵ ?

Ou bien, cédon-nous simplement, par ennui et désœuvrement comme les commanditaires masqués de la série, au plaisir paradoxal de regarder mourir (pour de faux) des gens pauvres dont la vie est pire que la nôtre, et reconfortés, enfin privilégiés, de parier sur les chances de survie de nos favoris ? ●



Alexandra Pichardie



Laurent Eyraud-Chaume

⁴ Actuellement leader sur le marché de la SVOD, Netflix a développé des algorithmes particulièrement puissants pour retenir ses utilisateurs et les encourager à consommer toujours plus de contenus. L'analyse de votre comportement en ligne, de vos "goûts" permet à la plateforme un mécanisme complexe de prédiction afin d'orienter vos prochains choix notamment vers les productions "maisons". Une liberté surveillée donc...

⁵ En Grèce antique, la violence était partie intégrante du théâtre puisque le but était de purifier les spectateurs des émotions violentes qui les empoisonnaient - c'est ce qu'on appelle la catharsis - et de les renvoyer ensuite à une vie plus saine, délivrée de « l'hubris », la démesure condamnée par les dieux (et l'état). Pire encore, on sait que le théâtre romain donnait des représentations « réalistes » : il arrive que sous l'empire, des condamnés à mort soient exécutés sur scène, de la façon dont le personnage incarné perdait la vie.